Juliette Cadiot, *La société des voleurs. Propriété et socialisme sous Staline*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2021, 320 p.

Laurent Coumel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2350>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.2350

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Laurent Coumel, « Juliette Cadiot, *La société des voleurs. Propriété et socialisme sous Staline* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 17 janvier 2022, consulté le 15 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/2350> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2350>

Ce document a été généré automatiquement le 15 juillet 2022.

Tous droits réservés

Juliette Cadiot, *La société des voleurs. Propriété et socialisme sous Staline*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2021, 320 p.

Laurent Coumel

RÉFÉRENCE

Juliette Cadiot, *La société des voleurs. Propriété et socialisme sous Staline*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2021, 320 p.

- 1 Le socialisme de Marx prévoyait une appropriation par l'État, au profit du prolétariat, des moyens de production. Cette étape étant censée être achevée en URSS, d'après la propagande, au début des années 1930, qui aurait dit que le vol allait jouer, pendant vingt ans, un rôle central dans la vie intérieure du premier pays ayant voulu s'inspirer du marxisme ? L'ouvrage de Juliette Cadiot est un jalon dans la compréhension des mécanismes par lesquels le régime soviétique ou stalinien (les deux se recoupent ici) a voulu contrôler l'ensemble des pratiques sociales et économiques en URSS, dans l'immédiat après-guerre, et par lesquels ce dessein a coûté la vie et la liberté à des millions d'individus. L'approche d'histoire sociale du droit fait du vol un « fait social total [...] révélateur d'un ordre politique particulier » (p. 20). Elle vise à décortiquer un système qui « a explicitement cherché à effacer » la distinction entre crime politique et crime économique (*ibidem*). Le titre, provocateur, souligne le caractère massif de cette déviance aux yeux du pouvoir, particulièrement entre 1945 et 1953. James Heinzen a déjà souligné dans un ouvrage récent l'ampleur des malversations en tout genre durant la dernière décennie de pouvoir de Staline¹. Pour Juliette Cadiot, c'est un choix conscient et volontaire du régime qui explique le nombre de « voleurs » (et voleuses) dans l'URSS d'alors : dans les camps et prisons du Goulag, ils représentent la moitié des 2,5 millions de détenues et détenus en 1951. Le fait d'avoir criminalisé toute atteinte, même minime, envers la « propriété socialiste » (collective ou d'État) déjà à deux reprises - lors de la « collectivisation » forcée des campagnes en 1932, puis en 1947, dans des contextes de famine (respectivement 6 millions et 1,5 millions de morts) - a créé un « univers des vols » gigantesque, sans équivalent dans aucun autre pays industrialisé. La très grande majorité des condamnations concernait des vols mineurs (souvent sur le lieu de travail, portant sur des matériaux ou des objets de petite taille, ou sur quelques épis de blé au kolkhoze).
- 2 Le premier chapitre est consacré à la définition de la « propriété socialiste » et à son évolution dans le droit soviétique : après des débuts flous dans les années 1920 (quand les débats étaient encore possibles), elle finit par se confondre avec la propriété d'État, assimilant le voleur à un « ennemi du peuple », catégorie en usage dans le Code pénal stalinien. L'innovation juridique du décret de 1947 fut de criminaliser le vol à outrance (cinq à six ans de camp minimum pour tout vol, sept s'il s'agissait de biens de l'État, jusqu'à vingt ans pour « vol aggravé »). La sortie de guerre voit une affirmation de la notion de « présomption de droit de propriété d'État » dans le cas des « biens trophées » rapportés par les soldats de retour d'Allemagne, lesquels inquiétaient les autorités. Un autre changement, prôné entre autres par Andreï Vychinski, l'ancien procureur des « procès de Moscou » de 1936-1938, fut de dénier aux entreprises et aux

institutions le droit de propriété direct : terrains, bâtiments, appareils, outils, marchandises, appartenait strictement à l'État, qui seul pouvait déléguer des « prérogatives » de possession, usage et disposition. Ainsi se mettait en place un système où tout dirigeant d'entreprise était à la fois invité à poursuivre au pénal et au civil les voleurs, mais pouvait aussi être tenu responsable des pertes. La concurrence des institutions et l'improvisation avec laquelle étaient réalisés les changements empêcha pourtant l'ordre stalinien de s'établir pleinement : la justice était confiée à des personnels sous-formés, et les tensions entre la police et le Parquet (lesquels s'accusaient mutuellement de bâcler leurs enquêtes) ajoutaient à l'instabilité générale. Les méthodes d'investigation, par mouchardage surtout, dénotaient le manque de moyens et d'autorité des services de police économique, la branche la moins prise en compte dans les carrières du ministère de la Sécurité d'État, ancêtre du KGB, au tournant des années 1950. Officiellement, toutefois, 380 000 indicateurs infiltraient les mondes criminel et pénitentiaire à l'apogée de ce dernier, au début des années 1950.

- 3 Le deuxième chapitre porte sur les efforts déployés par certains acteurs judiciaires pour tempérer l'impact social du décret de 1947 ; s'ils n'ont protégé qu'une infime partie des victimes du tour de vis pénal stalinien, ils ont permis à quelques femmes enceintes et mères de famille d'échapper à la détention, à l'initiative du Parquet de la république de Russie notamment. Le cas du « patronage » ou appel à une figure influente au sommet d'un appareil (régional ou républicain le plus souvent) fait l'objet d'une analyse rapide (p. 122-126) : plutôt qu'une survivance du passé ou un « néo-traditionalisme », Juliette Cadiot y voit une des caractéristiques centrales de la modernité soviétique, essentielle au fonctionnement de la machine bureaucratique. L'appartenance au Parti, note-t-elle, offrait une protection à l'efficacité variable, même si elle entretenait la rumeur de l'immunité dans la population : c'est surtout l'inclusion dans les listes de la *nomenklatura* qui était décisive. Ces « influences locales » (« féodalités », écrit l'auteure) s'exerçaient surtout au bénéfice des cadres qui avaient prouvé leur compétence par ailleurs. Le Parquet essaya de contrer cette influence, sans réel succès, les procureurs subissant parfois intimidations ou fins de non-recevoir.
- 4 Le troisième chapitre met l'accent sur quelques affaires d'enrichissement frauduleux dans l'après-guerre : les entrepreneurs indépendants étaient alors l'une des cibles privilégiées des décrets sur le vol, dans l'artisanat (dont la confection), le bâtiment, l'hôtellerie et les transports surtout. Après 1947 et l'entrée dans la Guerre froide, le discours officiel devint plus agressif envers ces « petits propriétaires ». Le nombre d'ateliers clandestins ou irréguliers atteste la résilience de ce secteur, qui fournit un des piliers de l'économie souterraine, sans qu'on en connaisse le poids réel. D'autres délits, comme le paiement de dessous de table pour accéder à certains biens (meubles, vêtements, etc.), n'étaient pas prévus dans le Code pénal, et pourtant très répandus. Le bazar ou marché semi-légal était un lieu pour se procurer des objets ou des denrées introuvables dans les magasins. En outre, les employés des petits commerces étaient souvent d'anciens condamnés, ce qui les rendait plus vulnérables aux tentations de détourner produits et argent. Les ministères des Finances et du Contrôle d'État tentèrent de connaître le coût total du vol, mais en vain ; ils estimaient en 1951 les dépenses pour le gardiennage des entreprises et des institutions d'État à quatre fois le montant connu des pertes. Le secteur de la surveillance des biens et des bâtiments employait alors un million et demi de personnes.

- 5 Le quatrième chapitre est le point d'orgue du livre : il s'arrête sur l'affaire Khain, nom du protagoniste principal d'un procès ayant conduit trois responsables d'une société commerciale à la peine capitale à Kiev en 1952, pour « sabotage » en « groupe antisoviétique » (un vol requalifié, donc). Grâce à un dossier de 25 000 pages consulté dans les archives d'Ukraine, l'historienne fournit un récit micro-historique, riche en détails et en pistes interprétatives. Pour Juliette Cadiot, l'antisémitisme du pouvoir stalinien (les condamnés à mort étant juifs, et cela ayant été souligné dans l'accusation, qui évoqua le recours à des arbitrages religieux probablement fantasmés) se mêle à la peur de voir s'imposer un modèle de réussite sociale contraire à l'idéologie officielle, et au choc face à l'ampleur des pratiques et des réseaux de corruption qu'avaient bâti les inculpés après la guerre, dans la capitale ukrainienne, et jusqu'à Moscou. La liste des détournements et des pots-de-vin donne le tournis, même si elle a pu être en partie gonflée par les enquêteurs ; la corruption touchait jusqu'au milieu judiciaire, les malfrats ayant des contacts très haut placés. Pour se défendre, lors du procès, ils présentèrent ces pratiques comme nécessaires à la bonne marche de leur entreprise. Au-delà des chiffres (qu'il aurait été utile de comparer aux salaires et aux revenus moyens de l'époque), c'est un monde d'affairisme et de délinquance financière que révèle cette étude de cas, où les relations interpersonnelles sont passées au crible de la double enquête (judiciaire et historienne).
- 6 Le cinquième et dernier chapitre repose sur un échantillon de près de deux cents dossiers de recours en grâce qui ont eu une issue favorable (en soi, des exceptions). L'enquête, à la fois qualitative et quantitative, met au jour une petite fraction de ce peuple délinquant, victime autant que coupable. Souvent, la grâce a été attribuée pour des raisons humanitaires (du fait de la situation de famille, ou du parcours du détenu), mais sans que le vol, pourtant douteux, soit requalifié. La déstalinisation a permis un assouplissement de la législation et de la jurisprudence : les vols mineurs cessèrent en 1955 d'être punis de longues peines de camps.
- 7 L'histoire sociale et économique de la période stalinienne s'enrichit d'éclairages inédits grâce à l'exploitation des archives de la Justice et du Goulag staliniens. C'est le cas pour le travail des juges, jusqu'ici largement méconnu. Ironiquement, la propagande dénonçait régulièrement, tout comme la Cour suprême elle-même, en 1952, leur « libéralisme ». Dans les faits, si certains requalifiaient parfois des vols quand les impétrants croyaient s'en prendre à des biens personnels, et non à ceux de l'État, beaucoup envoyaient des centaines de milliers de pauvres au Goulag pour avoir volé quelques kilos de pain, de blé, de sel, une taie d'oreiller, ou une boîte de concentré de sarrasin immangeable tombée sur la route. De plus, bien des fonctionnaires de la Justice trichaient. Le cas de Rychkov, ministre de la Justice entre 1938 et 1948, est l'un des plus parlants : il fut démis de ses fonctions à la suite d'accusations graves d'incompétence, mais aussi de concussion. Particulièrement sordide, enfin, est le détournement de fonds par une soixantaine de directions d'orphelinats en 1950-1951 ; ou encore, après le tremblement de terre survenu au Kamtchatka en janvier 1953, le pillage des biens des victimes par les marins venus leur porter secours, sur ordre de leurs commandants. D'autres escroqueries portaient sur les billets de cinéma, les places en clinique, ou encore les fonds de retraites. Citons enfin la captation des ressources halieutiques dans la réserve naturelle de l'embouchure du Don, en mer d'Azov, où des hauts dignitaires régionaux et locaux se sont pendant des années servis dans ces eaux poissonneuses protégées.

- 8 Le livre croise plusieurs questions historiographiques majeures. Il montre l'impossibilité de révéler les affaires les plus importantes de vol et de corruption au sommet, à l'époque stalinienne : lorsqu'en 1952 le procureur général évoque, lors d'une réunion interne, de tels cas, il le fait à travers des exemples choisis aux États-Unis. Juliette Cadiot révèle un continent d'affaires criminelles inédites, « face cachée de l'entreprise d'affirmation du respect de la légalité socialiste » (p. 84). L'interprétation de l'affaire Khain aurait toutefois pu aller plus loin ; la conclusion qui en est tirée est que le stalinisme n'a pas réussi à mettre fin à la criminalité économique. Mais ne faut-il pas ici inverser la perspective, et voir dans celle-ci un des piliers du système soviétique, au même titre que la terreur, la pseudo-planification de la production et la pénurie qui en découlait ? L'écriture de l'ouvrage est dense, surtout dans les trois premiers chapitres où certains passages techniques sont ardues. Des tableaux et des chronologies auraient facilité la lecture, de même que des graphiques auraient aidé à se figurer les données des dossiers de recours en grâce analysés dans le chapitre 5. Enfin, l'usage des guillemets dans l'expression « propriété socialiste » aurait gagné à être systématisé. La reprise sans filtre du terme ne risque-t-elle pas de laisser croire au caractère collectiviste de ce système inique qui broya les individus, au lieu de les libérer de l'aliénation du travail, comme le discours officiel le prétendait ? Ces réserves n'ôtent pas à *La société des voleurs* sa principale qualité, celle de montrer un aspect méconnu du désastre humain causé par le stalinisme, au-delà des chiffres effarants des répressions, en nombre de morts comme en années de déportation, subies par la population soviétique au milieu du XX^e siècle.
-

NOTES

1. James Heinzen, *The Art of the Bribe : Corruption, Politics, and Everyday Life in the Soviet Union, 1943-1953*, New Haven, Yale University Press, 2016.